



## avec les salarié-e-s

Cette publication est pour les salariées et salariés du secteur de la santé et de la protection sociale. Nous souhaitons régulièrement (tous les trimestres) nous adresser à vous, vous faire part de nos analyses et propositions sur ce domaine si important qu'est la protection sociale. N'hésitez pas à nous faire part de vos avis et réactions !

Nous revenons dans ce numéro sur le financement de la protection sociale. Nous considérons que c'est la question centrale, celle qui doit permettre d'ouvrir de réelles perspectives à gauche. Les élus régionaux doivent aider à construire de la résistance face au libéralisme débridé du pouvoir en place.

C'est l'engagement que prennent les candidates et les candidats présentés par le Parti communiste.

Bonne lecture et à très bientôt dans les mobilisations et les actions pour imposer d'autres choix que ceux de la logique financière et des profits pour un petit nombre.

Jean-Luc Gibelin

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

### une création communiste toujours nécessaire

Ambroise Croizat, ministre communiste, créa, au sortir de la guerre de 39/45, la Sécurité sociale. Son principe, « une cotisation selon ses moyens pour des soins selon ses besoins », est l'expression de la solidarité nécessaire à une société de progrès. Pourfendeur de toute solidarité, la droite promeut la loi de la jungle, le chacun pour soi. La peur inspirée par le mouvement communiste mondial, le poids du Parti communiste dans notre pays ont contraint le capitalisme national à accepter cette avancée sociale.

Depuis son instauration, la droite et les gouvernements successifs ont tout tenté pour vider de son sens cette institution. En appuyant leur propagande sur « le trou abyssal de la Sécurité sociale », ils essayent de privatiser son mode de financement. En 2009, le « trou » est passé de 10 à 23 milliards d'euros. Même le gouvernement est obligé de reconnaître que cela est dû à la baisse des cotisations sur les salaires. Cette démonstration valide notre analyse que les « remèdes » appliqués par les politiques successives n'allaient pas dans le bon sens.

Bien que ce constat soit aujourd'hui partagé par tous les observateurs un peu sérieux, la loi de financement de la Sécurité sociale poursuit dans la même veine la politique antérieure. La réalité est que la droite veut livrer la protection sociale aux affairistes de l'assurance et de la banque.

La gestion catastrophique du secteur bancaire, à l'origine de la crise que nous connaissons actuellement, devrait, pour le moins, interroger les tenants du libéralisme quant à la justesse de leur politique. Mais la question, pour les Woerth, Lagarde et consort, est moins d'avoir raison que de permettre à leurs amis de faire, sur le dos des malades et autres retraités, des bénéficiaires.

Les organismes nationaux et internationaux d'étude économique montrent que la Sécurité sociale a pour effet d'atténuer la crise économique par une redistribution des profits. Il faut sauver la « Sécu » de l'appétit des spéculateurs de tout horizon, conserver son assise solidaire. Les solutions existent, comme par exemple : taxer les profits financiers, arrêter les cadeaux au patronat comme l'exonération des « charges » sans contrôle.

**Le Parti communiste a des propositions concrètes immédiatement applicables pour une protection sociale digne de notre pays. Davantage d'« d'Ambroise Croizat » élus dans notre pays, les régionales pourrait être une de ces occasions, c'est la garantie du changement d'orientation de la protection sociale, c'est plus d'humanité au service de tous.**

Philippe Lamarche

**GRAND MEETING**  
**du**  
**Front de Gauche**  
10 janvier - 14h  
Palais des Congrès  
Paris - porte Maillot  
avec  
Christian Picquet  
Jean-Luc Mélanchon  
Marie-George Buffet



Faujour - Iconovox

**PCF**

Parti communiste français

2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris

sante@pcf.fr

www.pcf.fr

## ILS ONT DIT

---

« Un enfant a le droit d'aller en vacances et de s'amuser, sinon il aura des problèmes de santé et ne sera jamais cultivé. »

**Ambrine**

Propos recueillis par le **Secours Populaire/Huma** du 20/11/2009

---

« Je connais peu les droits, car on m'a toujours imposé des devoirs. J'ai appris que dans la vie ce n'est pas toujours celui qui travaille qui gagne, car il y a des politiciens qui ne font rien et volent l'argent qui devrait être investi dans mon avenir. Je rêve du jour où nous aurons des droits égaux, depuis celui de rêver jusqu'à réaliser ce rêve. Étudier, avoir une famille, une enfance, de l'amour, pouvoir travailler et vivre en paix. »

**Carlos da Silva, 17 ans, Brésil**  
Propos recueillis par le **Secours Populaire/Huma** du 20/11/2009

---

« Année 1945 : la France est rasée et pauvre... Heureusement que le Conseil national de la Résistance et Ambroise Croizat créent la Sécurité sociale afin de mettre les êtres humains au cœur de la République et de la Nation.

2008 : la France est touchée par une crise économique pire que celle de 1929. S'y ajoute crise écologique... risques de conflits pour l'eau, famines, migrations écologiques. Dans tout ce fatras, c'est un peuple en souffrance dans son corps et son moral qui est touché. À nous de relever avec le même courage qu'avaient ceux du Conseil national de la Résistance. »

**Patrick Pelloux**  
médecin urgentiste, président de l'**Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (AMUHF)**  
**L'Humanité Dimanche**  
du 12/11/2009

---

## Mise en perspective historique...

**Ambroise Croizat** rappelait à l'Assemblée nationale : « *Jamais nous ne tolérerons que ne soit rogné un seul des avantages de la Sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie cette loi humaine et de progrès* ».

Avant la Sécurité sociale, la population vivait dans la terreur de la maladie. Les souffrances dentaires ont marqué l'imaginaire collectif, surtout en n'ayant pas le sou pour y faire face. L'intervention chirurgicale était réservée aux plus riches, à ceux qui pouvaient se payer une mutuelle chirurgicale, dirigée par des notables !

Seule les mutuelles ouvrières, les sociétés de secours mutuelles, servant à la fois de caisses de solidarité au moment des grèves et lors d'un décès brutal, un drame aussi financier pour la famille, appuieront la création de la Sécu en 1945 !

Cette France ruinée invente une identité sociale. Le choix est fait de mettre l'avenir au centre de tous les projets. Naît aussi l'idée de retraite. « Cette aspiration au « qui fait de la vieillesse non plus l'antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie » disait Croizat

### **Denis Kessler a dit tout haut ce qui se fait tout bas !**

« Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Denis Kessler ose donc indiquer franchement l'enjeu suprême de la présidence de Sarkozy pour le nouveau capitalisme financier, en guerre contre tout le monde du travail, un vaste projet politique universel, décidé à aligner toutes les conditions sociales de chaque pays sur le modèle concurrentiel le plus défavorable aux salariés.

Mais ce qui permet à tous ces serviteurs zélés de parler ainsi sans honte, de casser les outils de la solidarité, c'est encore Kessler qui le dévoile :

« Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du Parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'es-soufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce ».

Une guerre contre le monde du travail, un vaste projet politique universel, décidé à aligner toutes les conditions sociales de chaque pays sur le modèle concurrentiel le plus défavorable aux salariés.

Par contre, l'esprit de résistance, de solidarité, une Sécurité sociale universelle, démocratisée, avec un financement juste, solidaire, « chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins », les communistes vont continuer de le promouvoir !

**Michel Katchadourian**



# Agir ensemble et... résister, s'unir, lutter redonner de l'espoir

La place de la gauche est aux côtés de ceux qui luttent, du mouvement social, et pas question d'attendre 2012 pour riposter à la droite.

**Les régionales de mars prochain seront l'opportunité de poursuivre et de renforcer la construction du rassemblement à partir d'un projet lisible, crédible et durable.**

Nous avons besoin d'une gauche qui se prononce clairement pour un pôle financier public et des banques nationalisées, l'augmentation des salaires, un financement de la protection sociale mettant à contribution les placements et les revenus financiers, la suppression du bouclier fiscal, l'interdiction des licenciements dans les entreprises bénéficiaires, reconnaître de nouveaux droits aux salariés à l'entreprise, une sécurisation de l'emploi et de la formation, l'accès gratuit aux soins, en finir avec le dogme de la concurrence libre et non faussée en Europe pour les services publics, contre la marchandisation de la santé.

**Depuis septembre, le PCF a engagé une bataille publique et populaire sur les enjeux des élections régionales et proposé une « Offre politique nationale »** à toutes les forces intéressées et à tous ceux qui veulent que ça bouge à gauche. L'espoir d'un changement existe mais à la condition que la gauche soit fidèle à ses valeurs, et déterminée à changer la vie quotidienne.

**C'est sur cette base que le Parti communiste français s'appuie pour construire un rassemblement de la gauche et qu'il a initié le Front de gauche.** Pour que soient prises un certain nombre de décisions politiques, il faut tout à la fois du courage, de la volonté, avec un projet lisible nationalement, durable et crédible. Il faut que les citoyen-ne-s s'emparent de ces questions qui les concernent.

**Ensemble, avec le Front de Gauche, nous avons la force de construire ces solutions.**

Christiane Caro

**F**rappées de plein fouet, certaines familles modestes s'endettent pour se soigner.

**L**e but n'est plus de soigner mais d'instituer des logiques de rentabilité pour faire du profit, et de répondre aux critères ultralibéraux de l'Europe et du Traité de Lisbonne comme l'ont fait les différents gouvernements qui se sont succédés.

Les restrictions budgétaires ont obligé les directions hospitalières à « faire des choix, à retenir des priorités ». Elles ont conduit les hospitaliers soit à l'épuisement professionnel soit insidieusement à la mise en cause de leur conscience professionnelle, de mettre à mal l'éthique médicale.

**1850**

C'est le nombre de cancers reconnus en maladie professionnelles chaque années sur **5000 à 14 000 cas**.

**16 %**

C'est le **taux de patients** atteints de maladies graves et chroniques qui déboursent plus de **600 €** par an pour se soigner.

**79 %**

des Français-es considèrent que la Sécurité sociale rembourse moins bien les dépenses de santé que les dernières années.

**173 milliards d'€**

donnés par le gouvernement aux banques : de l'argent qui aura servi aux banques pour s'enrichir comme avant. Ainsi sont annoncés pour 2009 : **3 milliards d'€** de profits pour la BNP, **2 milliards d'€** de profits pour la Société générale.

**8 millions**

de pauvres en France en 2007 gagnent moins de **908 €** par mois.

**13,4 %**

de Français vivent au-dessous du seuil de pauvreté

**70 %**

c'est le **taux des fonds collectés** pour le téléthon qui financent la recherche sur les maladies rares abandonnées par les gouvernements successifs.

**C'**est le peuple qui paie la crise, alors que la spéculation et la Bourse se relancent comme avant. Pourtant, Nicolas Sarkozy avait promis... de moraliser le capitalisme. Or, loin de combattre la crise, avec sa majorité UMP, il poursuit sa politique injuste et égoïste au service d'une minorité de privilégié-e-s.



# 3 QUESTIONS À Michel Limousin



## 👉 Quelle est la gravité réelle de la situation de la Sécurité sociale ?

On peut dire que 2009 et 2010 seront les années noires de la protection sociale. C'est une véritable crise systémique du capitalisme.

En France, la Sécurité sociale connaît un nouveau déséquilibre historique, 23 milliards cette année et 30 milliards en 2010.

Ce déficit ne s'explique pas par des dépenses supplémentaires, mais par un manque à gagner considérable du côté des recettes assises sur la masse salariale dont le

pouvoir organise le ralentissement. La protection sociale souffre d'un déficit de financement structurel : la politique de réduction des dites charges salariales nous a conduits dans l'impasse de même que la désindustrialisation et la financiarisation de l'économie.

L'horizon s'obscurcit pour la Sécurité sociale en 2010, l'Assurance maladie pourrait réduire drastiquement ses remboursements et les retraites seront attaquées.

## 👉👉 Qu'est-ce qui asphyxie la Sécurité sociale ?

Parmi les causes de l'explosion des déficits, il y a la chute historique de la masse salariale. Cette chute s'explique essentiellement par l'évolution de l'emploi salarié qui a reculé. Or un point de masse salariale en moins représente 2 milliards d'euros de recettes perdues pour le régime général.

Cette situation critique concerne tous les systèmes et touche aussi les systèmes basés sur la capitalisation. Pour certaines structures, ces pertes ne représentent pas moins de 5 ans de revenus d'investissements et près de 25 % de la valeur globale du fond. Le financement de la

protection sociale est asphyxié par les exonérations de charges. Les exonérations atteignaient 19,4 % des cotisations patronales en 2006. Par ailleurs, la Cour des comptes estime à trois milliards les pertes de recettes liées aux exonérations de charges sociales accordées à certains revenus d'activité, en particulier les stock-options et les attributions d'actions gratuites.

De plus les dettes de l'État creusent les difficultés. La mise à jour des chiffres de la dette de l'État à la Sécurité sociale au 31 décembre 2008 donnait le chiffre suivant : 7,4 milliards d'euros !

## 👉👉👉 Comment s'en sortir ?

Il faut appuyer le financement de la protection sur le développement économique, sur les salaires, et aussi l'emploi. Il s'agit de prélever les ressources nécessaires là où les richesses se créent. Toute autre méthode (fiscalisation, capitalisation individuelle) éloigne la protection sociale de la vraie richesse et essaie de transférer la dépense sur d'autres budgets pour préserver les profits au maximum de leur rentabilité. Le résultat en est négatif.

En 2008, les ressources « propres » des entreprises atteignaient 642 Mds d'Euros. L'essentiel de ces ressources étaient constituées par le profit brut 357 Mds Euros (+2,3%), et les revenus financiers perçus par les sociétés non financières qui s'élevaient à 254,6 Mds Euros (+7,3%) malgré la crise financière.

Quant aux revenus financiers nets des sociétés financières, ils s'élèvent en 2008 à 13,7 Mds d'euros en 2008.

Le total de la base financière que nous proposons est donc 254,6 + 13,7 soit 268,3 milliards. Ainsi, sur cette base de revenus financiers, on pourrait dégager, en les soumettant aux taux actuels de la cotisation patronale:

- 35,1 milliards pour la maladie (13,1%)
- 22,2 milliards pour la retraite (8,3%)
- 14,4 milliards pour la famille (5,4%).

Les ressources financières des entreprises peuvent constituer dans l'urgence la base des financements complémentaires pour faire face au besoin immédiat de financement de la protection sociale.

Ceci permettrait de compenser dans l'immédiat le déficit de la protection sociale globale et de mener une politique sociale active. Cela contribuerait dans le même temps à réorienter l'activité économique vers la production de richesses réelles non spéculatives.

Enfin, il faut s'en prendre au type de gestion et de politique économique pour relever la masse salariale, la part des salaires dans la valeur ajoutée produite. Cela, en liaison avec une réforme de l'assiette des cotisations patronales, permettrait de dégager les ressources indispensables pour financer la protection sociale.

**SPECIAL globule rouge**  
financement protection sociale

LOI "BACHELOT"...  
...FRANCHISES...  
...FORFAITS HOSPITALIERS...  
...ORDRES PROFESSIONNELS...

### L'URGENCE d'une autre politique

Les annonces se sont suivies régulièrement au cours du mois de septembre. Augmentation du forfait hospitalier, nouvelle diminution des remboursements de médicaments, plan de retours à l'équilibre budgétaires, non remplacement de départ en retraite, appel à cotisation pour l'ordre, accélération des restructurations, etc. Ce sont les réalités que rencontrent les actrices et acteurs de la santé quel que soit leur lieu d'exercice. Le libéralisme, l'ultra libéralisme font leur ravage.

Rien n'est fatal dans cette situation. Ce sont des choix de politiques économiques et sociales, de gestions d'entreprise conduisant aux désastres de la financiarisation de l'économie contre le réel, les salaires, la protection sociale, les dépenses publiques et sociales, le développement durable.

Une autre politique de progrès social et solidaire, de développement social et durable est possible et indispensable. Elle seule permettra de répondre aux besoins de la population pour un processus de sortie de crise. Elle seule permettra l'amorce d'une autre logique de développement à partir des propositions portées dans les luttes et les mobilisations.

Il est urgent de s'attaquer tout ensemble au besoin de construction d'alternatives véritables, comme la marche vers un nouveau projet de société, une autre civilisation. Les communistes mettent au débat des propositions de financement de la protection sociale dans cette période de discussion du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Ils inscrivent cette démarche de propositions dans une volonté de construction plus générale, en ouvrant avec le Front de gauche des « ateliers du projet » ouverts à tous les acteurs du mouvement social, à toutes les forces de gauche, dans la confrontation des projets et des idées. L'essentiel est maintenant d'avancer ensemble pour opposer à la droite plus seulement la force de notre refus, mais notre unité pour d'autres choix politiques pour la société.

Pierre Laurent  
coordonnateur national du PCF

**PCF**  
Parti communiste français  
1 place de la Liberté 75119 Paris  
sante@pcf.fr  
www.pcf.fr

